

A QUAND LA RESILIENCE SOCIALE DES POPULATIONS EXPOSEES AU RISQUE D'INONDATION A OUAGADOUGOU (BURKINA FASO) ?

Hugues Y. HANGNON (1) Pierre OZER (2)

1: Doctorant en sciences et gestion de l'environnement, Université de Liège, Belgique, hyhangnon@doct.ulg.ac.be

2: UR SPHERES / Observatoire Hugo, Université de Liège, Belgique, pozer@uliege.be

Introduction

A la suite des inondations catastrophiques de 2009, des zones inondables inconstructibles, submersibles ont été délimitées par le gouvernement. Ces zones qui en principe ne devraient plus être habitées le sont toujours. Comment les populations qui y vivent s'adaptent-elles ? Comment se sont-elles reconstruites ? Les mesures adoptées ont-elles montré leur efficacité ?



Objectifs et méthodes

Le but est de connaître les stratégies d'adaptation des populations après la catastrophe de 2009 et leur opinion sur l'efficacité de ces mesures. Ainsi 212 ménages répartis dans les zones inondables ont été enquêtés sur leur sentiment d'exposition au risque d'inondation, l'état et la vulnérabilité du bâti, l'adoption de mesures préventives et de protection, les causes liées à l'inadaptation des mesures préventives ou de protection; sentiment de sécurité et/ou de capacité à faire face à l'avenir à une éventuelle inondation.

Résultats

Bien que 80% des enquêtés reconnaissent que leur habitation est exposée au risque d'inondation, on note l'absence d'adoption de mesures préventives chez 58% de la population enquêtée. Les raisons sont l'insuffisance des moyens financiers, la non connaissance des travaux à réaliser ou les travaux se révéleront inefficaces face à une nouvelle inondation.

En effet, le coût moyen de reconstruction d'une habitation de 200 m² en matériaux définitifs est estimé à 1 500 000 FCFA (2286 €), soit largement supérieur au revenu mensuel des enquêtés variant de moins de 50 000 FCFA à plus de 500 000 FCFA (soit moins de 76 € à 760 €). Ce revenu reste de plus fluctuant pour le plus grand nombre, 61 % exerçant dans l'informel. En revanche, 42 % ont adopté des mesures post catastrophes dont 20% concernent la sécurisation de l'habitation. La plupart des maisons sont auto reconstruites avec des matériaux locaux (banco), consolidés avec du ciment ou induits de fuel pour rendre les murs imperméables. De fait, ils sont nombreux (77%) à reconnaître que leur habitation n'est pas adaptée et conforme aux normes de construction et avouent « ne pas sentir en sécurité dans leur habitation ».

Stratégies adaptives post catastrophes

Aucune mesure prise	58%
Remblai de la cour avec du sable ou du gravillon	17%
Reconstruction/renforcement de l'habitation en du ciment	16%
Rehaussement de la fondation des habitations	4%
Faire des tranchées pour l'écoulement des eaux pluviales	3%
Autres	2%



Les inondations de 2015 et 2016 ont encore provoqué des dégâts sur certaines habitations de ces zones. Malgré cette vulnérabilité, seulement 46% des enquêtés envisagent la possibilité d'une relocalisation contre 54% qui préfèrent entreprendre d'autres mesures de protection dès que possible,

Conclusion

Bien que les populations sinistrées n'aient pas retrouvé leur vie normale d'avant la catastrophe, elles font preuve d'initiatives de réduction de vulnérabilité liée au risque d'inondation auquel elles sont exposées. En l'absence de mesures d'accompagnement d'un plus grand nombre, déjà vulnérables socio-économiquement, le relèvement et la reconstruction post catastrophe prendront encore plus de temps. Leur faible capacité financière limite considérablement leur capacité d'adoption de mesures proactives durables au détriment de mesures d'urgence, demeurant éphémères.